

gueuse, lingots, gros fer, fer coulé ou forgé, ou laminé, tubes, tuyaux et fils. Pendant la même période de 1915, nous avons importé pour \$39,276,023 de ces produits, soit une diminution de 35.8 p. 100 dans les importations de ces matières premières fondamentales. C'est un indice du marasme et de la stagnation qui règne dans les manufactures dépendant de l'approvisionnement de ces matières premières pour leurs produits manufacturés.

Durant le débat tout entier j'ai été surpris d'entendre les suggestions qui sont venues de la droite touchant la situation existante au Canada. Mais le clou, si on me permet cette expression, est venu hier du ministre du Travail (l'hon. M. Murdock) quand il nous a parlé, hier soir. Il a parlé de rames et de rames de papier utilisées pour les fins de la propagande conservatrice. Je pensais aujourd'hui aux rames et aux rames de papier que le ministre fait dépenser au hansom et je me suis demandé si cela formerait une lecture bien intéressante, ce dont je doute fort. Mon intention est de dire quelques mots touchant ce résultat remarquable et "la légitime fierté" que ressent le ministre intérimaire des Finances à citer les statistiques dont il nous fait part. A mon sens, quand le peuple canadien comprendra la signification réelle de ces statistiques et apprendra l'état actuel des recettes et dépenses du pays, au lieu de ressentir un sentiment de légitime fierté en songeant à la manière dont le pays est administré, il en recevra un choc formidable dont il se relèvera, car le peuple a une confiance absolue dans les ressources du pays, mais dont le Gouvernement ne se relèvera pas. Le Gouvernement déclare—je l'ai vu du moins en tête d'un article de journal de ma propre ville, Toronto—qu'il a réduit les impôts de \$52,837,000. C'est intéressant, mais je vais vous expliquer d'où provient cette réduction.

M. BENOIT: Plus fort.

M. HARRIS: Je pensais justement qu'à l'arrivée du premier ministre—que je suis peiné de ne pas voir ici—le fouet claquera assez fort pour que les députés de la droite s'alignent et votent. Alors, le son sera assez fort pour mon honorable ami. Permettez-moi de faire précéder mes remarques au sujet des recettes et dépenses du pays par une remarque que j'extrait du discours du budget de l'an dernier:

On espère toutefois compenser cette perte du revenu en appliquant aux dépenses la plus stricte économie.

Oui, monsieur l'Orateur, on l'a compensée par un déficit de \$46,737,000. Les recettes ont diminué de \$52,837,000, mais les dépenses n'ont diminué que de \$5,100,000. Voilà cette stricte économie qui devait compenser la perte

[M. Harris.]

du revenu. Or, où est la cause de cette diminution de \$52,837,000 dans les revenus? Le journal le *Globe* semble dire qu'on a économisé cette somme au peuple. Cette réduction est-elle due à une diminution dans la taxe sur les reçus? Est-elle due à une diminution dans la taxe des chèques? Est-elle due à une réduction de l'impôt sur le revenu? Est-elle due à un dégrèvement de la taxe des ventes? Est-elle encore causée par une diminution des frais de port? Non, monsieur l'Orateur, et je vais vous expliquer où nous avons perdu un million par semaine, l'an dernier. A cause du marasme dans le commerce et l'industrie les chiffres des rapports des chambres de compensation des banques ont diminué de 553 millions. Le marasme du commerce et de l'industrie expliquent cette moins-value d'un demi-milliard dans les rapports des chambres de compensation des banques quand on les compare à ceux de l'année précédente. Cette diminution dans les affaires des banques est l'indice qui a plus d'importance que tous les autres pour expliquer cette diminution d'un million par semaine dans les recettes du Canada.

Tel est le principal facteur qui explique cet état de choses et tant qu'on ne l'aura pas modifié, nous irons dans la mauvaise voie. Le ministre intérimaire des Finances a laissé entendre que les députés occupant les banquettes d'arrière, députés qui sont plutôt timides, devraient faire attention à leurs paroles en discutant les recettes et les dépenses du pays, sans quoi ils pourraient nuire au crédit national. Une déclaration qui me revient à l'esprit et qui figure dans l'exposé budgétaire fera plus pour détruire la confiance dans les affaires du pays que toute la propagande qu'on pourrait faire de l'Atlantique au Pacifique. Cette déclaration se trouve au passage où il est dit qu'on prend ce que je nomme un crédit mort de quatre millions et quelques chose et qu'on le place à l'actif positif dans le bilan du pays. Cela n'est pas si mauvais en soi, mais ce qu'on ne saurait soutenir c'est qu'on puisse porter au bilan de cette année un surplus qui provient des opérations du Gouvernement au cours des années précédentes. Reconnaissons, si l'on veut, au haut commissaire canadien à Londres le mérite d'avoir remis ces quatre millions de dollars à l'actif, monsieur l'Orateur, mais que le ministre intérimaire des Finances ne vienne pas nous dire que nous devons ajouter ces quatre millions d'intérêt impayé à notre prétendu surplus pour l'année écoulée. Non, monsieur l'Orateur, ni le ministre, ni la presse libérale n'ont le droit d'affirmer qu'il y a un surplus de cinq millions et quelque chose, lorsque, en fait cette assertion ne représente pas vraiment l'état